

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 239 JEUDI 20 OCTOBRE 3 F

hebdomadaire



Editorial

La crise économique, sur laquelle est venue se greffer une crise politique secoue les centrales syndicales rongées par le réformisme et incapables de faire face aux problèmes que posent l'échec du plan Barre et l'éclatement du programme commun. Séguy, Maire et Bergeron se sont longuement exprimés à la radio et à la télé. Pour dire quoi? Que le chômage continuait à s'étendre, que le pouvoir d'achat continuait à diminuer, que la classe privilégiée continuait à s'enrichir! Mais sur le fond du problème économique qui est en train de bouleverser le tissu social du pays, ils se sont tus! Ils ont oublié que leur vocation ne consiste pas seulement à défendre les intérêts des travailleurs dans le cadre étroit du système mais de les guider vers leur libération...si on en croit leurs statuts complaisamment étalés sur les documents syndicaux. Cependant leurs propos leur ont permis de dégager leur profonde unité, sur un point essentiel, leur renoncement à la lutte pour la libération des travailleurs asservis par le système d'exploitation de l'homme par l'homme, leur démission devant les partis politiques, leur timidité devant les responsabilités, ce qui les confine, quelque soit le vocabulaire dont ils se servent, dans un réformisme sans vertèbres qui les place à la remorque des gouvernements d'hier et de demain!

Nous avons vu Séguy apparaître à la télé, bombant le dos, rentrant les griffes, faisant le bon apôtre tel un matou devant l'orage, pour une fois de plus, faire allégeance à la politique du parti communiste tout en nous vantant l'indépendance de la C.G.T.. Et après nous avoir laissé entendre que son organisation ferait peut être une démarche pour recoller les morceaux de l'union de la gauche, probablement rappelé à l'ordre par ses patrons, il se défile aujourd'hui. Dressé sur ses ergots, Maire a joué les «grands» sur Europe N° 1! Après avoir justement remarqué que ce n'était pas le nombre de nationalisations qui était important, mais la place des travailleurs dans la gestion, il s'est à son tour, et avec plus de conviction que Séguy, proposé comme rassembleur. Maire nous explique qu'il a besoin d'un gouvernement de gauche pour traduire les volontés de sa centrale. On peut difficilement avouer avec plus de naïveté la vocation de la C.F.D.T. à être une courroie de transmission. Bergeron a été égal à lui-même! La crise politique ne le regarde pas, la crise économique c'est dans la limite de la survie du capitalisme qu'on peut l'atténuer. Les nationalisations...bien sûr mais son inquiétude consiste à redouter que les communistes ne s'installent à la direction. La charte d'Amiens, pas un mot!

On pourrait croire qu'une telle attitude de démission des organisations syndicales devant les politiciens de tous poils suscite de la part des minorités qui existent en leur sein des protestations vigoureuses. Même pas! Les minorités syndicales, si minorités il y a, sont alignés sur la politique de leur direction avec naturellement les palinodies d'usages qui leur permettent de justifier leur «différence». Ces minorités comme leur direction sont prompts à passer la main aux partis politiques d'extrême-gauche, lorsqu'il s'agit pour les syndicalistes de dépasser la revendication dans le cadre du régime, pour abattre la société de classe.

Les uns comme les autres n'ont plus rien à voir avec le syndicalisme révolutionnaire. Ils sont devenus des réformistes qui s'en remettent à d'autres pour transformer l'économie. Et c'est la raison de leur fragilité devant l'événement, de leur désarroi devant les crises économiques ou politiques. Et comme en 1936 ou en 1968 nous les verrons de nouveau à la remorque, lorsque, sans leur demander leur permission, les ouvriers décideront d'occuper les usines. Même si cela gêne leurs combines politiques, il ne faut pas cesser de leur rappeler la phrase essentielle du syndicalisme révolutionnaire «le syndicat aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir groupe de production et de répartition dans la réorganisation sociale».

ESPAGNE Le compromis historique contre les travailleurs



Nucléaire... des lendemains qui scintillent

Malville, Kalkar, pour ne citer que ces deux exemples, les plus récents : le pouvoir répond par une répression de plus en plus violente et systématique à l'opposition au nucléaire. C'est que, pour lui, l'énergie nucléaire représente une planche de salut inespérée. C'est un moyen de maintenir le système de production centralisée, le profit de quelques-uns au détriment du plus grand nombre, l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les ressources naturelles s'épuisent, les déchets non dégradables s'accumulent, la pollution de l'atmosphère, de l'eau, des terres, devient de plus en plus inquiétante, souvent irréversible, la famine sévit de plus en plus dans le Tiers-monde que les pays riches continuent à piller systématiquement pour entretenir leur gaspillage, stupide et honteux.

Tous ces signaux d'alarme devraient suffire. Même des représentants du capitalisme reconnaissent publiquement que ce choix nous mène à la catastrophe (travaux du Club de Rome). Rien n'y fait ! Le pouvoir pense trouver son «deuxième souffle» dans le nucléaire, survivre quelques années de plus. Il a besoin du nucléaire et compte bien l'utiliser, quelle que soit l'opinion des intéressés ! M. D'Ornano déclarait il y a quelques

temps : «Si tous les français refusaient les centrales nucléaires, nous aurions un problème. Mais nous devrions alors, parce que l'intérêt national l'exige, décider la construction d'un certain nombre de centrales...» Nous voilà édifiés sur le sens du mot démocratie...

Il faut noter que sur ce sujet, l'opposition ne se laisse pas distancer, depuis la défense de Concorde jusqu'à l'attachement soudain au nucléaire militaire «justifié» par le «péril» que représente (?) l'Allemagne, selon M. Marchais...

Le nationalisme est bien vivace, malheureusement ! Il fait passer bien des pilules. Il justifie l'armée et ses crimes, les milliards engloutis dans les armements inutiles (car personne ne veut, paraît-il, s'en servir) coûteux et dangereux. Il justifie aussi la course effrénée à la croissance. Qu'importe les paysages défigurés, les villes inhumaines, les risques des centrales nucléaires, du transport, du retraitement et du stockage des déchets radioactifs ! La France doit être une «grande puissance», il faut qu'on s'habilite français, qu'on tue français dans le monde entier.

Si la lutte contre le nucléaire (autodéfense semble le terme le plus approprié) est nécessaire et urgente, c'est une grave erreur de limiter le combat écologique

à ce seul aspect ! Ce combat ne peut être vraiment efficace que dans le cadre d'une remise en cause globale, d'une lutte totale contre le système. Des ramasseurs de papiers gras à ceux qui croient encore aux réformes et se présentent aux élections, en passant par les gauchistes pour qui tous ces maux ne sont liés qu'au profit capitaliste, ce ne sont que des aspects particuliers du problème qui sont traités, que des solutions partielles qui sont proposées. Il faut éliminer non seulement la technologie hypercentralisée au profit de technologies non polluantes mais tout centralisme, tout système sur lequel chacun ne pourrait avoir de prise. Il faut éliminer non seulement la domination des classes bourgeoises ou bureaucratiques mais toute forme de domination économique, étatique, sexuelle, parentale, mais toute classe, toute forme de propriété privée

«L'humanité doit reprendre possession d'elle-même, au niveau individuel comme collectif, de sorte que tout être humain ait vraiment en main son sort quotidien» écrit Murray Bookchin. C'est le but de la société libertaire et la condition indispensable à la viabilité de la société écologique.

Lionel B. (groupe d'Amiens)

FOP 2520

Activités de la Fédération Anarchiste

Groupe

PROVINCE

AIN : 1) MONTLUCON
2) MOULINS
ALPES DE HTE-PROVINCE :
SISTERON
ALPES-MARITIMES : NICE
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE
CALVADOS : HEROUVILLE-
CAEN
COTES DU NORD : GUINGAMP
DORDOGNE : PERIGUEUX
DOUBS : BESANCON
GIRONDE : BORDEAUX
ILLE ET VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISERE : BOURGOIN
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
LOT-ET-GARONNE : FUMEL
MAINE ET LOIRE : ANGERS
MORBIHAN : LORIENT
NIEVRE : NEVERS
NORD : LILLE-ROUBAIX-
TOURCOING
PYRENEES-ATLANTIQUES :
BAYONNE - BIARRITZ
RHONE : LYON
SARTHE : LE MANS
SAVOIE : ANNECY
SEINE-MARITIME : LE HAVRE
SOMME : AMIENS
VAR : REGION TOULONNAISE
YONNE : FEDERATION
DEPARTEMENTALE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis
dans les arrondissements 2, 5,
10, 11, 13, 14, 15, 16, 18, 19,
20.

BANLIEUE SUD :

1) FRESNES-ANTONY
2) GROUPE ESTUDIANTIN DE
FRESNES-ANTONY
3) VANVES-MALAKOFF-
MONTROUGE
4) MASSY-PALAISEAU
5) ORSAY-BURES
6) SAVIGNY-SUR-ORGE
7) CORBEIL-ESSONNES
8) BRUNOY ET LIAISON SEINE-
ET-MARNE

BANLIEUE EST :
GAGNY-NEUILLY SUR MARNE
CHELLES

BANLIEUE OUEST :
GROUPE DES YVELINES

BANLIEUE NORD :

1) AULNAY-SEVRAN
2) NORD DES HAUTS DE SEINE
3) ASNIERES

GROUPE D'ENTREPRISE

LIAISON DES POSTIERS (édite
Gestion Directe)
LIAISON DES CHEMINOTS
(édite Voie Libre)
LIAISON DU LIVRE
GROUPE BNP PARIS

LIAISONS

De l'Aisne, La Rochelle, Vier-
zon, Bégard, Châteaudun,
Chartres, Montpellier, Grenoble,
Lons le Saunier, St-Sever,
Nantes, Vendôme, Blois, Cou-
tançes, St-Lô, Vannes, Clermont-
Ferrand, Nord Seine-et-Marne,
Nord de la Haute-Vienne.

Directeur de la publication
Maurice LAISANT
Commission Paritaire : n° 55635
Imprimerie du Chèque
93100 Montreuil
Dépot légal : 44 149 premier trimestre 77
Diffusion SAEM Transport Presse
Routage 205 - Publi-routage

A paraître le 27 octobre

LA RUE N° 24

Au sommaire, des articles de Françoise Travelet, Umber-
to Marzocchi, Maurice Joyeux, Thyde Rosell, Roland Brejon,
Bernard Le Hyaric, Paul Chauvet.

ACHETEZ

«LE MONDE LIBERTAIRE HEBDO»
CHAQUE SEMAINE AU MEME ENDROIT

IMPORTANT

Les lecteurs qui nous font parvenir leur bulletin
d'abonnement doivent savoir qu'un délai de quinze
jours est nécessaire pour la mise en route de cet abon-
nement. Les paiements par chèques sont à libeller à
l'ordre de PUBLICO exclusivement.

Les Administrateurs

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF		Etranger	
France	Sous-pil. ferme		
3 mois	35 F	55 F	40 F
6 mois	65 F	110 F	80 F
12 mois	125 F	210 F	150 F
24 mois	200 F	375 F	250 F

* Tarif Etranger : BFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

**Abonnez
vous**

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 1 F en timbre poste

Le groupe anarchiste
EMMA GOLDMAN
organise des rencontres-débats
dans son local
51, rue de Lappe
75011 Paris (métro Bastille)

Le premier débat aura lieu
LE MERCREDI 26 OCTOBRE
A 20 H

et abordera :
«La lutte du groupe anarchiste
dans son quartier».

Pour tous contacts avec les
militants du groupe Emma
Goldman, des permanences
sont assurées :

- chaque jeudi de 18 à 20 h
- chaque samedi de 16 à 18 h
ou 51, rue de Lappe Paris 11°

Le Cercle d'Etudes Sociales
organise le dimanche 6 novem-
bre 77 de 14 h à 20 h au Havre,
grande salle Franklin :

6 HEURES SUR L'AUTOGESTION
-Débats sur l'autogestion, la
répression, le pacifisme, les
prisons...

-Films sur l'Espagne libertaire
et la reconstruction de la
C.N.T.

-Exposition sur l'Espagne 36-
39 et ses réalisations autoges-
tionnaires.

Chansons et musique avec .

-Serge UTGE-ROYO.

-Michel HENRY.

-Michel GENTIS, guitare folk.

Il est prévu une crèche ainsi

qu'un buffet-buvette.

Entrée : 10 francs

Diverses organisations tien-
dront à cette occasion un
stand de presse et partici-
peront aux débats : le Comité
d'Action des prisonniers,

l'Union pacifiste, la Libre Pen-
sée, la Fédération Anarchiste,

on attend également la partici-
pation de la Ligue des Droits

de l'Homme, du Planning Fam-
lial, de la Confédération Natio-
nale du Travail (Syndicats

espagnols), etc.

Cours au local du groupe
Louise Michel
10, rue Robert Planquette (rue
Lepic)-Paris 18°, chaque jeudi
à partir de 20 h 30.

jeudi 20 octobre
STIRNER
par Thyde Rosell

jeudi 27 octobre

L'INDIVIDUALISME AU-
JOURD'HUI A TRAVERS LES
LUTTES DE REFUS AU
REGIME

par Thyde Rosell

jeudi 3 novembre

PROUDHON

par Bernard Le Hyaric

Le groupe Libertaire
Louise Michel
organise un colloque-débat

LE SYNDICALISME

le samedi 22 octobre

à 17 h 30

en son local, 10 rue Robert
Planquette-Paris 18°

APRES-DEMAIN LA DROITE

Bientôt les élections de 78,
si vous ne le saviez pas, c'est que
vous avez été épargnés par un
quelconque miracle. Les em-
ployés de la Sté Minesota ont
eu à ce sujet toutes les informa-
tions qu'ils ne désiraient pas.
Multinationale parmi tant
d'autres, plus connue par ses fi-
liales, la Sté Scotch, la Sté
Scotch-Brite, fabriquant les
photocopieuses, les usines de
tartan pour les autoroutes,
grand fabricant de bandes ma-
gnétiques, détenant moult
actions dans les assurances,
banques, journaux de tous les
pays, la Sté Minesota était le
lieu de prédilection de l'apoli-
tisme forcené, conscient de sa
raison d'exister, source de la
prospérité nationale, moteur de
l'économie dont le développe-
ment est le garant de la résor-
ption du chômage et de la pé-
nité des très saintes et très vé-
nérées institutions démocratiques
dont elle tire les ficelles avec
d'autres.

Par une belle journée d'au-
tomne, l'ensemble du personnel
de son siège en France, ainsi que
celui de ses usines, a été invité
à assister, chacun sur son lieu
de travail, à une projection de
film sur les multiples activités
de la firme aux U.S.A., pays de
prédilection du capitalisme
mondial, le tout en couleur,
enveloppé de papier de soie,
commenté judicieusement par
un speech sur les projectives 78,
les grandes réalisations de la
maison-mère, les améliorations
des conditions de travail et éven-
tuellement des rémunérations.
Cette journée pouvait s'achever
par quelques notes d'autosatis-
faction et le tour était joué...
Seulement voilà, la gauche veut
nationaliser ! Les cadres supé-
rieurs de droite se voyant déjà
remplacés par des cadres supé-
rieurs de gauche, ont estimé qu'
il était grand temps d'agir, c'est
à dire de réunir les employés et
de leur tenir à peu près ce lan-
gage.

«Chers collaborateurs, vous
avez pu constater tout au long
de cette journée d'information
accordée au personnel de notre
établissement que notre firme
est en pleine expansion. Cette
tendance se verra sans doute
accentuée dans les mois à venir,
de nouveaux marchés s'étant
ouverts à nos activités, assurant
la prospérité de l'entreprise et
par la même une révision im-
portante des rémunérations,
profitable à chacun. Cela évi-
demment dans la perspective
d'une continuité dans la politi-

que actuelle favorable aux
grandes industries, actionnée
par le gouvernement en place.

Dans le cas où les élections
de 78 seraient favorables à un
gouvernement de gauche, nous
ne pourrions poursuivre la po-
litique de prospérité instaurée
et devrions envisager, en un
court délai, de cesser nos acti-
vités sur le territoire français.
Bien évidemment, les employés
qui le désireront pourront pou-
suivre leur carrière au sein
d'une de nos firmes étrangères.

C'est donc vous qui déciderez
de votre avenir en votant en 78.
Nous pensons vous avoir laissé
entrevoir assez clairement les
inconvenients qui seront inhé-
rents à l'intervention de la po-
litique dans l'entreprise et sou-
haitons que vous en teniez
compte...»

Nous y voilà ! Travailleurs,
votiez utilement pour la Sté qui
vous asservit et elle se promet
de poursuivre l'exploitation si
bien commencée. Cette spolia-
tion de vos vies, cet accapare-
ment des biens que vous produi-
sez, vous venez de les voir en
couleur, projetés sur un écran,
puis la sentence est tombée,
froide et lugubre comme un
couperet faisant office, en l'oc-
currence, d'épée de Damoclès
suspendue au-dessus de vos têtes.
Perpétuez votre esclavage poli-
tique et nous nous chargerons
de l'économie... sinon gare,
nous retirerons nos billes et
iront jouer ailleurs, sous des
cieux plus cléments, loin du
spectre hideux du communisme
avec sa cohorte d'intellectuels
qui peuplent leurs rêves de bu-
reaux directoriaux derrière les-
quels ils trouvent naturel de
s'installer, à notre place qui plus
est, suivant le saint principe
qu'un intellectuel chasse l'autre.
Mais enfin, tout peut s'arranger
au royaume des privilégiés dès
l'instant où la discussion pour
le partage s'établit entre gens
du même monde ayant les
mêmes intérêts...

Pour qui nous le glas ? Veut-
on nous laisser entendre que
c'est pour le travailleur cons-
cient qu'au blocage des salaires
par la direction de droite suc-
cèdera le même blocage par la
direction de gauche, sans plus
ni moins, encore et toujours au
nom de l'intérêt national ? Vous
proposez un marché de dupes,
bien sûr, mais les travailleurs
accepteront-ils d'être les dindons
de la farce, rien n'est moins
certain.

Bernard LE HYARIC

SOUSCRIPTION AU MONDE LIBERTAIRE HEBDOMADAIRE N° 3

LIAISON NANTES	198	GAGNEBIEN	25
GROUPE MALATESTA	200	GROUPE FRESNES - ANTONY	400
MILLOT	100	LOPEZ	12
GROUPE BORDEAUX	810	DARGENTO	35
SIMONET	35	GARDES	50
DIOT	15	RODANGE	35
DESTHULLIERS	50	DENIS	35
PARIEL	100	HUET	100
DUHAMEL	150	BONIC	25
GAUDRY	25	ABONNEMENTS	10 721
DELACROIX	100	TOTAL	13 481
BLANC	50	SEMAINE PRECEDENTE	291 772
DUCREUX	35		
RASSOW	140	TOTAL GENERAL	305 253

DOUCEUR ANGEVINE

ET RELIGION

Nous savions Angers réputée pour sa douceur climatique, elle le sera aussi pour sa crapulerie ecclésiastique.

Lorsque, le 10 septembre Bernard Allain, insoumis total, s'est fait arrêter d'une manière spectaculaire à Angers, la riposte s'est rapidement organisée. Campagne de tracts et d'affiches pour la libération de notre camarade et enfin jeûne collectif à la cathédrale d'Angers. Hélas, les autorités ecclésiastiques ne l'entendaient pas comme nous. Aussi, lorsque plusieurs grévistes de la faim, pour soutenir B. Allain, s'installèrent dans l'édifice religieux, les calotins responsables de la cathédrale appliquèrent leurs théories de protection de charité et de non-violence... et appelèrent immédiatement les flics. Deux heures plus tard, la sûreté urbaine embarquait tout le monde au commissariat. Une fois de plus, la religion a abattu son masque et montré sa face de soutien au régime établi, de la société de violence et de répression dans laquelle nous vivons.

Mgr Orchamp, évêque d'Angers, en mission à Rome, peut bien inviter les angevins à la prière pour ses pitreries, ceux-ci sauront apprécier le vrai visage des actions de sa clique au service du capital et de ses chiens de garde.

Dieu que c'est beau l'idéal d'amour du christianisme Malgré cela, Bernard Allain a été libéré, dans un état assez grave, après 19 jours de grève de la faim.

Groupe Paul Mauget
Angers

La liaison des cheminots de la Fédération anarchiste éditée

VOIE LIBRE

Le numéro 2 est disponible à Publico : 0,50 F

La liaison des postiers de la Fédération anarchiste éditée

GESTION DIRECTE

En vente à Publico : 0,50F

Propagande pour l'Hebdo

Un autocollant annonçant l'existence de l'Hebdomadaire est disponible à Publico au prix de 0,10F l'exemplaire.

Maurice JOYEUX
L'anarchie dans la Société contemporaine une hérésie nécessaire ?

Ed. Casterman Prix : 45F

PRISES D'OTAGES

Il ne se passe pas une semaine sans que les médias nous annoncent une prise d'otages, soit par des gangsters soit par des terroristes.

Pour ces médias et le gouvernement, l'interprétation est simple : lorsque ce sont les gangsters, c'est crapuleux et lorsqu'il s'agit d'individus se réclamant d'une idéologie particulière, on assimile leurs actes à des actes révolutionnaires pour arriver à faire penser que seuls les actes de terrorisme sont des actes révolutionnaires, que les révolutionnaires sont des nihilistes. Il n'est pas difficile alors de condamner ces actes avec de multiples recours à l'émotif et au spectaculaire et le tour est joué : un révolutionnaire est un criminel. On parle alors du terrorisme international et, sous l'impulsion du gouvernement, des traités d'aide mutuelle contre le terrorisme sont en cours. Le journal J'informe titre : « le véritable danger pour les allemands : le terrorisme, pas le nazisme », comme si le terrorisme était synonyme d'extrême-gauche ou de révolution et n'avait rien à voir avec le fascisme ou le nazisme.

La prise d'otages n'est en fait qu'un phénomène de banditisme lié au monde du spectacle

des médias et au changement de moyens de transports rapides permettant de changer de pays.

On peut dire effectivement que le banditisme n'est qu'un produit de la société capitaliste mais on peut dire tout aussi nettement qu'enlever des enfants, prendre pour otages les voyageurs d'un avion détourné ne paraît en rien révolutionnaire mais paraît plutôt relever d'un banditisme travesti, du fanatisme de gens qui font peu de cas de la vie d'individus bien peu responsables devant la cause leur cause. Cela aboutit à une vision du révolutionnaire nihiliste, les armes entre les dents. L'action directe des travailleurs, même dans le cas de séquestrations de patrons qui ne risquent rien, n'a rien à voir avec ces tueurs professionnels s'entraînant dans leurs camps paramilitaires.

Prises d'otages pour prises d'otages, les médias devraient se pencher sur celles qu'effectuent quotidiennement le capital envers les travailleurs. Les milliers d'accidentés du travail qu'il sacrifie chaque année à la bonne tenue de ses bénéfices ne font hélas pas les délices de tout ce qui informe.

Stéphane (groupe Malatesta)

SOCIETE
D'INCOHERANCE

Les problèmes du troisième âge sont de nouveau à l'ordre du jour. Giscard s'est déplacé à Lyon le dimanche 9 octobre ; il a présidé une pseudo-manifestation-mascarade, marquée par un super-gueuleton publicitaire offert à 6000 «vieux», et par un discours d'habile propagande, débordant de démagogie, de promesses mirobolantes et de bonnes intentions, où il a appelé à la «solidarité nationale», selon la formule consacrée. Ce cirque hypocrite avait été dénoncé, dès vendredi 7 octobre, par une manifestation dans les rues de la ville, organisée par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. ; ELLE REGROUPEAIT ENVIRON 6 à 7000 personnes.

Paradoxalement, alors que de nombreux pays proposent, pour des motifs divers, et pas toujours uniquement sous la pression des organisations ouvrières, d'avancer l'âge de la retraite à 60 ans voire même à 55 ans, les autorités américaines, quant à elles, envisagent très sérieusement de le repousser à 68 ou même 70 ans.

Le gouvernement des U.S.A. estime tout bonnement qu'une telle décision serait un excellent moyen de réduire très sensiblement le déficit de la sécurité sociale, qui atteint outre-atlantique des proportions gigantesques.

Mais est-ce bien la seule raison de ce surprenant retour en arrière ? Comment expliquer des mouvements, considérés

comme «libéraux» aux Etats-Unis, tels «l'American Civil Liberties» se joignent aux ultra-conservateurs fascistes, du type Reagan ou John Wayne, pour dénoncer la retraite obligatoire à une limite d'âge déterminée comme étant une «atteinte à la dignité et à la liberté des individus» ?

Le mode de vie yankee (american way of life) n'est-il pas le principal responsable du fait que beaucoup d'américains ont en réalité peur de la retraite ? Sachant très bien qu'elle va signifier une nette diminution de leurs ressources, et ayant été pour la plupart endettés toute leur vie durant, cette baisse prévisible de leur pouvoir d'achat représente pour eux une impossibilité de faire face aux prochaines traites à régler. Mais n'ont-ils pas surtout peur de l'ennui qui, pensent-ils, va inévitablement les envahir, parce qu'ils ont été éduqués dans l'idée fixe que la vie repose essentiellement sur le travail. Ils ont donc vécu dans le but d'acheter le plus possible, d'entasser des biens de consommation, souvent superflus, de mener à bien leur «carrière».

Les syndicats américains, bien que totalement intégrés au système, sont tout de même, en général, opposés à cette augmentation de la limite d'âge du départ en retraite, qui, d'après eux, risque d'aggraver encore le chômage des jeunes, déjà si important, si inquiétant.

Dans le cinquième à Paris

Un foyer calédonien en lutte depuis onze mois

Depuis 11mois, le foyer des étudiants calédoniens (canaques) résiste à un avis d'expulsion de l'administration coloniale dont dépend la Nouvelle Calédonie, territoire d'outre-mer, par l'occupation du foyer accompagnée d'une grève illimitée du paiement des loyers.

«Tout a commencé parce que le foyer, en soutenant les luttes d'indépendance calédonienne, constituait un noyau de subversion parmi les étudiants calédoniens en France». C'est un résident qui parle. «L'administration coloniale (le foyer appartient à l'assemblée territoriale calédonienne, en fait dans les T.O.M. cela veut dire que la France a tous les pouvoirs) a tout de suite placé la lutte sur un terrain politique :

- pendant qu'elle refusait toute négociation, elle a mené une campagne de calomnies en Calédonie où nos camarades essayaient de faire connaître notre lutte.

- ensuite elle a essayé de laisser pourrir la situation, mais non seulement elle n'a pas pourri, mais l'Association des Canaques en France a pu faire une liaison entre les étudiants, les soldats qui sont en France en ce moment et les stagiaires canaques.

- elle a enfin engagé une véritable procédure d'expulsion et depuis le verdict du 4 octobre, on s'attend à être expulsés d'un moment à l'autre»

Quel avenir voyez-vous ? Comment comptez-vous continuer la lutte ?

«On sait très bien que si les flics viennent pour nous mettre dehors, ils n'auront pas de mal. Mais on ne veut pas se laisser faire comme ça. Depuis deux mois, il y a enfin un comité de soutien. Avant, il n'y avait que le P.C.F. qui nous avait promis son soutien parlementaire... parce qu'on est en période pré-électorale. On bataille pour faire admettre aux mouvements d'extrême-gauche français que la question coloniale est toujours à l'ordre du jour.»

Plus on sera nombreux à les soutenir et à faire connaître leur lutte, plus ce sera difficile de les virer. Mais ils ont précisé au moment de la formation du comité de soutien qu'aucune organisation ne devait négocier son soutien. On peut comprendre pourquoi quand on voit combien de luttes réelles sont récupérées par les marxistes de tous bord.

Le foyer est situé au 12, rue des Ecoles (métro Maubert). Allez-y le plus nombreux possible. L'expulsion des résidents est exécutoire depuis le 12 octobre.

CATHERINE

les vieux travailleurs des chocs, des dépressions, ni accélérer un processus de sénilité.

Aujourd'hui, parce qu'ils n'ont pas été préparés à cette retraite ils éprouvent l'impression pénible d'être soudain précipités dans un trou noir, dans l'inconnu, et ils ne rencontrent, trop souvent, que l'angoisse de la solitude. C'est la faute d'une société qui leur a enseigné qu'ils devaient travailler toute leur vie comme des forcenés, sans penser au plaisir, au bonheur, à la joie ; dans de telles conditions, comment espérer rattraper le temps perdu pendant les quelques années qui leur restent à vivre ?

Une telle incohérence est bien à l'image de cette société capitaliste, où l'on produit tant de choses inutiles, dangereuses et ruineuses, où l'on gaspille à tort et à travers.

A ce système absurde et bâtarde, qui considère les personnes âgées comme des objets encombrants, non rentables, et qui ne sait que les rejeter hypocritement en les conduisant vers des mouroirs, nous opposons la perspective d'une autre vie, dans un monde neuf, débarrassé de l'exploitation, où l'homme aura du temps pour lui, pour les autres, pour créer, pour s'exprimer, pour aimer. Une vie libre et riche, pour laquelle il faut lutter.

Bernard LANZA

ble aux actionnée n place.

élections bles à un che, nous re la po- instaurée r, en un nos acti- français. employés ont pour- au sein rangères.

décidez ant en 78. voir laissé ment les ont inhé- de la po- se et sou- en teniez

availleurs, la Sté qui e promet titation si te spolia- accapare- us produi- us voir en n écran, tombée, comme un e, en l'oc- Damoclès vos têtes. vage poli- chargerons non gare, silles et sous des loin du munisme intellectuels ves de bu- rrière les- naturel de ce qui plus principe esse l'autre. s'arranger ilégiés des sion pour entre gens ayant les

las ? Veut- rendre que leur cons- les salaires droite suc- age par la sans plus oujours au anal ? Vous de dupes, travailleurs les dindons est moins

E HYARIC

RE

25
TONY 400
12
35
50
35
35
100
25
10 721
13 481
291 772

305 253

en bref... en bref... Sur quelle voie se trouve la S.N.C.F. ?

INSOUMIS

J-P VILAINE, arrêté le 13 août 1977 vient d'être réformé et libéré après sa grève de la faim.

OBJECTION - INSOUMISSION OBJECTION - DESERTION

Le 21 octobre 1977 à Millau, trois objecteurs de conscience seront jugés pour insoumission ou désertion à l'Office National des Forêts (O.N.F.). Ce sont :
- Patrick BOURDIN de Nîmes
- Robert CALAZEL, paysan du Larzac
- Jean-Pierre CHARDON du Larzac.

Le 27 octobre 1977 à Millau également, 7 militants dont deux paysans du Larzac seront jugés pour «entrave à la circulation» sur plainte du Ministère de la Défense Nationale.

On leur reproche d'avoir bloqué un convoi militaire qui manœuvrait à l'entrée du village de St-Sauveur situé en dehors du camp militaire et même hors du périmètre d'extension ! L'un d'eux est de plus inculpé pour injure envers l'armée.

RENOI DE LIVRETS MILITAIRES

François MOREAU passera à son tour devant les tribunaux pour «renvoi de livret militaire» en soutien à la lutte du Larzac.

Une SEMAINE D'INFORMATION ANTINUCLÉAIRE, organisée par le Comité Antinucléaire de Gap (contact : René Jarry, 9, passage Rolland 05000 GAP) aura lieu dans cette même ville du 18 au 25 octobre 77.

Projections du film *Nucléaire, danger immédiat* au Centre Municipal Culture et Loisirs

Exposition permanente sur le nucléaire, Galerie Alpine, rue Carnot. Débat avec exposé, le mardi 25 octobre à 21 h au centre municipal culture et loisirs.

L'Union Pacifiste signale que le film de Claude Autant-Lara, *Tu ne tueras point*, sera projeté le mardi 25 octobre à 21h au Rex à Tours.

Le comité de soutien à Claude DIDIER organise un gala le 23 octobre à 14 heures, salle des fêtes de Chaumont avec Imago, Font et Val, le théâtre du jet d'eau, la globloche etc. Entrée 15F, bouffe et boisson assurées.

Le théâtre Espéranto de Paris représentera le 23 octobre à 15 h. à la M.J.C. 14, rue Censier-Paris 5^e, la pièce d'Albert Camus, *LES JUSTES* (La Justulios), traduit en langue internationale Espéranto par G. Lagrange.

**UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT**

«De tels résultats ne doivent certainement pas nous inciter à relâcher notre effort de redressement. Ils n'en constituent pas moins, me semble-t-il, un témoignage de ce qu'a été l'action de la S.N.C.F. dans le passé.»

Telle était la conclusion de Gentil, lors de son interview dans laquelle il exposait le bilan économique des chemins de fer. La S.N.C.F. était la moins déficitaire des compagnies européennes. Mais quel est cet effort de redressement dont il parlait et quels en ont été les résultats à la fin de ce troisième trimestre ?

Le schéma directeur des infrastructures ferroviaires

Lorsqu'on examine l'évolution des dépenses d'investissement, on peut constater qu'elles sont restées stables jusqu'en 1967. Depuis 1968, le trafic ne cessait de croître mais en revanche les dépenses d'investissement ont progressivement diminué.

Pourtant, les besoins en matières de modernisation demeurent considérables et il est nécessaire de changer 25% du matériel traction (locomotives). Près de 40% des voitures voyageurs pour trains rapides et express sont dans le même cas et ce malgré la livraison d'environ 750 voitures neuves en 1976. Quant au matériel de signalisation, si l'on doit compter sur les crédits qui y sont consacrés, il faudra des dizaines d'années pour mener à son terme sa modernisation.

Mais face à la politique économique de l'Etat pour débloquer les crédits, on ne peut envisager quelle sera l'évolution des Chemins de fer. Ainsi, en 1977, dans le cadre de l'électrification et de l'amélioration du service voyageur, la S.N.C.F. n'a pu insérer à son programme d'engagement que l'élec-

trification de la rive droite du Rhône et de Bordeaux-Montauban et chose vraiment ridicule : 140 km de lignes équipées en block automatique. Seulement 41 locomotives électriques et 450 voitures voyageurs ont été livrées.

Devant une telle attitude, qu'a fait la direction de la S.N.C.F. ? Absolument rien ! Gentil n'a fait qu'accepter les conditions d'évolution du trafic des Chemins de fer. Il s'est créé en 1976 un schéma directeur, afin de montrer les possibilités du réseau français ainsi que les choix et les orientations de la S.N.C.F. A aucun moment les cheminots n'ont été consultés pour donner leur avis sur la gestion de la S.N.C.F. Ce schéma directeur mettra en valeur la nouvelle ligne Paris-Lyon avec le nouveau train réservé à toute la classe aisée des voyageurs. Pendant la construction de cette ligne, combien de lignes annexes ou transversales seront fermées sur décision du ministère des Transports ? A aucun moment, la direction des transports ne tiendra compte de l'avis des utilisateurs. Souvent la S.N.C.F. évoquera le nombre de voyageurs qui emprunte la ligne ; cela n'est pas toujours le véritable motif. Combien de lignes ont été fermées parce qu'il était plus rentable pour la direction de voir le nombre de gares diminuer ? Il était également plus facile de fermer la ligne plutôt que d'assurer son exploitation en embauchant de nouveaux agents. Face à l'attitude de la direction des Transports, quelle sera l'attitude des syndicats ? En ne réagissant pas devant ces mesures arbitraires, ils se font les complices du système et ne peuvent plus prétendre défendre l'intérêt des travailleurs.

La rue St-Lazare détient tout les rênes du pouvoir et ils n'ont aucune difficulté à faire admettre les nouvelles conditions de travail, le nouveau régime d'exploitation à l'ensemble des travail-

leurs et des usagers. Si les cheminots veulent voir la S.N.C.F. sous un nouveau jour, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

La productivité et l'exploitation

Si l'on s'en tient aux propos tenus par la direction, les relations contractuelles entre l'Etat et la S.N.C.F. ont considérablement évolué entre 1970 et 1975. Il était prévu durant l'année 1976 de définir les bases d'un nouveau contrat d'exploitation entre l'Etat et la direction. Les discussions ont été engagées mais elles n'ont eu aucune suite. Pourquoi ? La direction générale a invoqué l'apparition de nouveaux paramètres dont elle ne pouvait pas encore déterminer l'évolution. Cette évolution aurait entraîné une marge d'erreur beaucoup trop grande. En particulier en ce qui concerne le trafic marchandise qui dépend directement du niveau et du rythme de production des entreprises. L'année 1976 a donc été «neutralisée», l'Etat a mené la barque des transports comme il le désirait. Cela lui a permis d'étudier le projet de Concorde et de le présenter sous le jour sous lequel il voulait le voir apparaître. A aucun moment le déficit de la S.N.C.F. n'a été étudié et les motifs de celui-ci ont toujours le droit d'exister. Les entreprises ont toujours le droit de faire rouler des rames de 30 à 40 wagons de marchandises entièrement vides. Les trusts ont toujours des taux de réductions infernaux. Les gros bonnets du capital ont toujours leurs cartes de réduction ou de circulation pour effectuer leurs voyages d'affaires !

La S.N.C.F. assume directement la charge des retraites des cheminots. Gentil et sa clique vont s'en plaindre en évoquant la réduction considérable du nombre d'agents sur la période de 1946 (486.000 agents) à 1976

(274.000). La direction estime que cette charge serait plus facile à assumer si, comme dans bon nombre d'entreprises, l'effectif d'employés avait augmenté. Et d'un autre côté, il sera le premier à limiter, en accord avec l'Etat, l'embauche au niveau de tous les services. Compte tenu de la baisse du nombre de retraités, l'Etat estime que sa participation aux dépenses de la S.N.C.F. devra diminuer !

«La S.N.C.F. assure un volume important de transports uniquement en raison de l'intérêt qu'il présente pour le service public.» Cette déclaration montre vraiment l'hypocrisie flagrante venant de la direction. En fait, les Chemins de fer assument un certain nombre de trains en raison de l'intérêt financier qu'ils représentent pour l'Etat et la direction. Combien de villes de province demeurent isolées ou mal desservies ?

Enfin, lorsqu'il parle de la traction, Gentil évoque la modernisation spectaculaire qui est apparue. Où est la modernisation, lorsque des machines construites il y a 40 ans, ayant 7 millions de km, ne sont toujours pas remplacées ? Où est la modernisation quand on sait que l'Etat n'autorisera pas la S.N.C.F. à électrifier des lignes dans un but essentiel : pouvoir vendre les moteurs diésels, le fuel, etc.

La S.N.C.F. dans l'optique actuelle des choses, n'est pas sur la voie de la rentabilité. Elle ne le sera jamais tant que les trusts l'exploiteront. Elle commencera à l'être quand ses agents, conscients des événements actuels, décideront d'eux-mêmes de la gérer. Quand ses agents auront décidé de faire prendre le premier express pour la porte à tous leurs administrateurs.

Liaison F:A: des cheminots

LE COMBAT DES AUXILIAIRES

Dès le début de l'année 1977; un Collectif National des maîtres auxiliaires est mis en place, à l'initiative des trotskistes de l'O.C.I. (Organisation Communiste Internationaliste) afin d'obtenir du ministère de l'Éducation que tous les auxiliaires retrouvent leur emploi à la rentrée scolaire de septembre. De manifestations en délégations, de pétitions en grèves, ce mouvement aboutit, le 14 juin 1977, aux prises de positions officielles de M. Haby. Ce dernier s'engagea à réemployer tous les auxiliaires à la prochaine rentrée. Cet engagement sera confirmé par M. Barre le 18 juillet à la F.E.N. Quelles que soient les opinions que l'on ait sur le mouvement qui a été engagé et malgré toutes les pressions lamentables et révélatrices engagées par les appareils syndicaux envers ce mouvement, nous pouvons dire que les engagements du Ministre de l'Éducation et de M. Barre auraient dû être une victoire. Or, qu'en est-il exactement ?

Le S.N.E.S. (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire)

qui a toujours refusé, malgré la pression de la base, de négocier avec les autorités compétentes, s'est évertué à clamer à tous les inquisiteurs que les licenciements étaient inévitables, ceci malgré les engagements déjà cités. La direction de ce syndicat est tenu par la P.C.F. : voilà qui rappelle étrangement l'affaire du Parisien Libéré où, là encore, tout a été fait pour décourager la base dans sa lutte contre les suppressions d'emplois. Encore pourrions-nous parler également des autres syndicats (S.G.E.N.-C.F.D.T. et S.N.E.T.T.-C.G.T.) qui, sans avoir une attitude aussi odieuse que celle du S.N.E.S., se sont bien gardés d'entrer dans le mouvement pour des raisons en apparence obscures mais qui sont en fait très claires. Ce refus d'engager le combat démontre la volonté de ne pas gêner le pouvoir avant ces échéances électorales de 1978. C'est ce que l'on appelle, en clair, de la collaboration de classe. Alors depuis le 15 septembre, M. Haby et les recteurs s'en donnent à cœur joie pour laisser sur la touche les auxiliaires ou leur

attribuer des postes qu'ils sont obligés de refuser car trop lointains ou non adéquats par rapport à leur qualification. Le Collectif National, lui, s'est complètement disloqué, vaincu par la trahison des syndicats et aussi par une manipulation dont les trotskistes sont vraiment les rois. Derrière cette initiative, les trotskistes visent avant tout à prendre la direction des syndicats enseignants ou, tout au moins à progresser sensiblement afin de mieux contrecarrer les directions actuelles.

Quelles conclusions faut-il tirer de cela ? D'abord, il est intolérable que des syndicats, dont le rôle est de défendre les travailleurs, agissent contre ces travailleurs, devenant des auxiliaires du pouvoir pour mater la lutte des classes. Ensuite, et c'est ce qui démontre une certaine volonté de manipulation de la base par les instigateurs de cette lutte, c'est que le combat pour le droit à l'emploi de tous les enseignants n'a jamais été élargi, d'une part à tous les personnels dépendant de l'Édu-

cation Nationale (intendance, administration, surveillants, etc.) d'autre part à tous les travailleurs dépendant de l'Etat. Il existe des auxiliaires non seulement dans l'enseignement mais aussi dans les P. et T., dans tous les ministères, les préfectures. Ces auxiliaires, où qu'ils travaillent sont tous concernés par la garantie d'emploi. Nous retrouvons là, la crainte d'un mouvement de masse pouvant aboutir à une crise révolutionnaire dans le pays.

Enfin, nous pouvons affirmer qu'un pouvoir ayant cédé sous la pression de la base mais incapable, sous peine de disparaître, d'honorer ses engagements, est un pouvoir en pleine décrépitude. Cette décrépitude est le fait d'une caste politique mais surtout des tares d'un système économique dont les contradictions jouent contre les travailleurs. A nous de faire en sorte que cette agonie devienne une mort.

Patrick BERLHE

Dans les banques

L'heure est à la remise en «ordre»

Pour les employés de banque, l'heure n'est plus aux illusions. Après la grève de 1974, qualifiée par certains un peu inconsidérément de «Mai des banques», beaucoup y compris des libertaires, ont cru un moment que tout allait changer, que de nouvelles grèves naîtraient, plus «dures» et plus actives encore. Les gauchistes embouchaient les trompettes des comités de grève, «embryons de la révolution de demain». La C.G.T. faisait la queue. La C.F.D.T. étoffait ses rangs. Plus de trois ans sont passés et malgré quelques luttes ici ou là (centres informatiques du Crédit Lyonnais et de la B.N.P., Banque Dupont, démarrages avortés des grèves «autoréductrices» pour les 35 heures, etc.), la réalité brutale doit réveiller les employés de banque qui se sont laissés bercer de rêves romantiques. L'heure est à la remise en ordre sur tous les plans et les appareils autoritaires tournent à plein régime dans les rangs patronaux comme dans les rangs syndicaux.

LE «MAI» DES BANQUES
N'A AFFAIBLI NI LES PATRONS
NI LA C.G.T.-P.C.

En 74, sous le poids de la grève générale, de sa reconduction, des occupations, des assemblées générales, les patrons concèdent ça et là des avantages salariaux et autres, le plus souvent sous forme d'accords de boîtes globales ou catégoriels, qui masquent à beaucoup, pendant un certain temps, le perpétuation de l'exploitation salariale. Beaucoup de grévistes actifs se regroupèrent à la C.F.D.T. à l'issue du conflit, qu'ils aient été syndiqués ou non auparavant, attirés par la combativité de certains militants C.F.D.T. de base, révoltés contre la C.G.T. qui usa avec patience et quotidiennement de

tout son «charme» pour briser la grève et combattre les occupations là où elles avaient lieu, et peu enclin à rejoindre F.O. peu dans le coup sauf cas particulier (tel au Crédit Lyonnais-Paris où Lutte Ouvrière est à F.O. ce que le P.C. est à la C.G.T., ou à la B.N.P.-Bergère où l'O.C.T. noyauté, ou encore à la Société Générale où des militants anarcho-syndicalistes qui adhèrent ensuite à la C.F.D.T. pratiquèrent les occupations en se heurtant à l'occasion à leurs bureaucrates et à certains gauchistes.) Dans les mois qui suivirent la grève, la C.F.D.T. enregistra ainsi une progression sensible, souvent au détriment de la C.G.T., à la Société Générale, à la B.N.P., au C.I.C. et au Crédit du Nord notamment. L'après-grève voit se multiplier surtout la naissance de

nouvelles sections syndicales C.G.T., C.F.D.T. ou F.O. dans de nombreuses banques privées y compris dans des boîtes qui n'avaient pas été touchées par la grève. Dans le même temps, dans toutes les grosses boîtes, les gauchistes investissent les sections syndicales. Très vite les affrontements entre fractions allaient éclater.

L'enthousiasme né de la grève est retombé au bout de quelques mois. Certains grévistes se retrouvaient avec leurs premières «responsabilités» syndicales et se voyaient avec étonnement coincés entre les discours professionnels ou bureaucratiques et les leçons politiques des gauchistes (L.C.R.-Révolution-Maos ou U.T.C.L. selon le cas). Ils découvraient également les premiers affrontements entre les différents clans à travers réunions ou stages de formation. Un certain nombre d'employés de banques passés sans transition d'une lutte corporatiste à la grande cuisine des joutes politiciennes avec leurs coups-bas, rendit son tablier. Les bagarres entre tenant des positions confédérales du type «tout ce qui tombe du ciel est béni» et les gauchistes auxquels s'adjoignaient aussi des anarchistes profitèrent à la C.G.T. qui, elle, a résolu depuis longtemps la question des débats dans ses structures de base. Depuis, la C.G.T. dont plusieurs présidents l'extinction progressive a récupéré une partie des pertes de 1974, et a suffisamment surmonté la pilule pour isoler ou briser tout mouvement prétendant dépasser les 24 heures. De plus, au-delà des divergences, l'ex-

pression exercée par la C.F.D.T. et la C.G.T. sur les patrons à leur manière les pléniers sur mars 74 ses élections, ses politiciens multicoïnes. Les politiciens ont pris le pas sur tout le reste et l'activité syndicale sert essentiellement à recruter des ouailles pour l'Union de la gauche et ses succursales gauchistes. La droite n'est pas absente du terrain syndical, utilisant selon les cas la C.F.T., F.O., ou la C.G.C. qui se cache dans la banque sous le masque du Syndicat National des Banques (S.N.B.). Précisons que lorsqu'on dénote au sein de F.O. une présence politique précise de droite ou de gauche voire d'extrême-gauche (L.O.-O.C.I.), on assiste dans les banques à un éventail très hétérogène. Dans le même temps, les appareils essaient de se renforcer notamment au sein de la C.F.D.T. où les «empêcheurs de tourner en bureaucratie» sont mis au pas ou éjectés. Les anarchistes dans ces conditions se retrouvent dans deux positions différentes selon les boîtes, soit dans les syndicats où ils subissent l'appareil ou les gauchistes (les deux pour les plus vermineux) ou interviennent au dehors de ceux-ci avec leurs tracts et affiches spécifiques dans plusieurs banques soit nationalisées (Société Générale, B.N.P.), soit privées (C.I.C.). Enfin à la C.G.T., le syndicat est souvent mis en sourdine sauf au moment des élections professionnelles, au profit du Parti Communiste, jusqu'à organiser des débrayages bidons pour auditionner les représentants des élus communistes de la Capitale.

Les patrons ont eux aussi fait des comptes. Dans la «profession bancaire» l'heure est à la rationalisation et à l'amélioration de la productivité. Les effectifs sont bloqués, voire diminués (au Crédit du Nord par exemple). Les augmentations de salaire tant nationales que par établissement (points personnels, avancement) ont été réduites considérablement. Les tâches de chacun sont réétudiées et réajustées. La chasse aux marginaux et la guerre à l'absentéisme sont ouvertes. Les accords sur le droit syndical sont dénoncés par les patrons et les avantages acquis remis en cause ici et là. Le retour strict à la loi en matière de droit syndical, au grand désespoir d'un certain nombre de permanents auto-proclamés s'accompagne de la répression : sanctions, mises à pied, poursuites judiciaires et écoutes téléphoniques (en ce moment l'un des leaders du privé dont le véritable patron est le groupe SUEZ).

Comme les syndicats, les banquiers mettent la gomme sur l'action politique. Ils entrent volontiers en conflit avec le P.C. pour circonscire le débat électoral au célèbre «Avec ou sans les communistes», lesquels en profitent pour redorer une image de «victimes privilégiées du patronat». Les banquiers «accompagnent» aussi avec le maximum de publicité les actions de propagande gouvernementale : «Campagne des 300000 emplois» pour les jeunes, et «livret d'épargne des travailleurs manuels». N'oublions pas non plus les sommes dont ils doivent arroser les diverses caisses électorales P.R. et R.P.R. Ains, SUEZ se révèle relativement impliqué dans le lancement du quotidien *J'informe*.

Une seule solution
UNE SEULE SOLUTION
POUR LES TRAVAILLEURS
DES BANQUES :
L'ACTION DIRECTE

Dans les conditions décrites précédemment, on voit mal, dans l'immédiat, se dessiner de grandes grèves dans les banques. Les anarchistes doivent-ils pour autant se croiser les bras? Non ils doivent persévérer dans leur effort de propagande révolutionnaire et libertaire. Il serait stupide de laisser le champ libre aux seuls partis politiques et à leurs partenaires syndicaux ou patronaux. Notre intervention doit se développer de telle façon qu'elle favorise l'action directe des travailleurs contre leur exploitation. Cette année le conflit du centre informatique de la B.N.P. (au contraire de celui du Crédit Lyonnais dévoyé par les bureaucrates comme par les gauchistes) a démontré que les employés de banque peuvent faire de l'action directe. Rappelons que lors de cette grève reconductible les décisions étaient prises par les assemblées générales de grévistes et que furent employés piquets de grève, occupations, manifestations, actions contre les jaunes et les flics, jets de peinture, coups de pierres, lance à incendie, etc.), éparpillement des chèques, destruction de listings, etc. qui amenèrent l'employeur à réintégrer deux grévistes licenciés au début du conflit, et à céder sur un certain nombre d'autres points. Ce qui a été possible à la B.N.P. est possible partout. A nous de combattre l'ordre patronal dans les banques comme ailleurs.

Bernard RICHARD

Syndicats

A ma gauche... C.F.D.T. A ma droite... O.C.T.

Le bureau C.F.D.T.-P.T.T. du Rhône vient d'exclure les 20 membres de la Commission Exécutive de la section de Lyon-gare. Quels sont les faits reprochés à la C.E., responsable de la section? Son irresponsabilité.

Grâce à un coup de force réalisé par une équipe de magouilleurs, la C.E. a été élue par 25 adhérents sur 185 en assemblée générale sur la base suivante : élection de tous ceux qui doivent être candidats, alors qu'un précédent accord accepté par les mêmes magouilleurs reposait sur «1 membre pour 10 adhérents», ce qui portait le nombre à 19 membres (... un seul être vous manque et tout est dépeuplé...)

DES IRREGULARITES DANS LE FONCTIONNEMENT DE LA SECTION

La section se considérait comme autonome et court-circuitait le syndicat en s'adressant directement aux autres sections ou syndicats P.T.T.

La section était divisée en 3 sous-sections elles-mêmes autonomes. Ah, autonomie, quand tu nous tiens... dans l'appareil bureaucratique!

La section a prétendu désigner elle-même ses représentants à un comité technique régional sous prétexte que devait s'y discuter un problème qui la concernait.

La section ignorait les décisions prises par la C.E. du syndicat alors que les délégués y siègent et participent aux décisions.

Les camarades de la section ont saboté une réunion d'information alors qu'un permanent fédéral était descendu de Paris pour répondre aux préoccupations des adhérents et du personnel sur la résorption de l'auxiliarat.

Il est reproché de plus à cette C.E. d'avoir voulu organiser le syndicat en tendances institutionnalisées, tels certains partis politiques et de mener un travail fractionnel au sein de la C.F.D.T. Voilà pour les faits.

UNE RIPOSTE DE LA C.E.

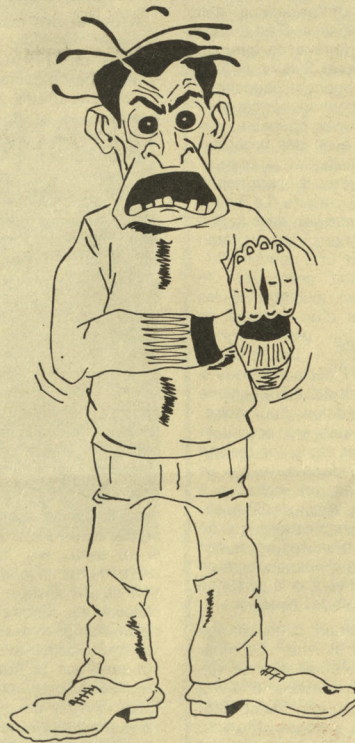
Par une lettre adressée aux structures et aux syndiqués C.F.D.T., la C.E. de la section du centre de tri de Lyon-gare s'en tient, pour se défendre, aux aspects plus particulièrement irréguliers de la procédure d'exclusion et refuse de tenir compte de ces exclusions tant

- que les motifs d'exclusion ne lui auront pas été communiqués.

- qu'elle n'aura pas eu le temps de préparer sa défense et la possibilité de s'expliquer.

- que les membres n'auront pas été jugés par ceux qui les ont mandatés après que les différentes parties en cause aient été entendues.

La lettre interpelle «l'ensemble des syndiqués C.F.D.T. pour qu'ils rentrent avec la C.E. dans la bataille pour l'ANNULATION IMMEDIATE ET SANS CONDITION DE CES EXCLUSIONS» et en appelle au «caractère démocratique, de classe et de masse sans lequel la C.F.D.T. n'existerait plus».



Un travailleur à qui on a demandé d'arbitrer le match C.F.D.T.-O.C.T. et qui ne digère pas la magouille

DE QUEL BORD EST LA MAGOUILLE

Il semble que cette dernière n'ait pas d'étiquette. En effet, alors que les structures, qu'elles soient syndicales ou fédérales, veulent cacher, à grand renfort de notes et de bulletins internes, le déroulement effectivement déplorable de la procédure d'exclusion en s'appuyant sur les pratiques contraires à l'organisation développées par la C.E. de Lyon-gare, cette dernière feint d'ignorer les faits qui lui sont reprochés pour s'appuyer sur l'aspect «juridique» de l'exclusion elle-même.

DES DEUX BORDS ON SEMBLE VOULOIR PRENDRE LES GENS POUR DES CONS !

Côté fédération, ce sont les militants. Côté C.E., ce sont les travailleurs car la lettre demande que les personnes incriminées soient jugées par ceux qui les ont mandatés, mais d'ores et déjà circule une pétition demandant l'annulation immédiate et sans condition de ces exclusions. Drôle de pratique! Alors, l'autonomie et l'autogestion des luttes, où se trouve-t-elle dans cette mascarade?

Surtout ne la cherchons ni du côté appareil syndical, ni du côté de l'Organisation Communiste des Travailleurs qui s'est servie de la C.E. pour imposer ses positions et l'a trompée jusqu'au bout.

Essayons plutôt d'en développer l'idée et de la favoriser auprès des travailleurs eux-mêmes dans l'esprit de la Révolution Sociale.

Gérard (Gestion Directe)

estime que facile à assurer nombre d'employés avait côté, il sera accord avec veau de tous de la baisse l'Etat estime dépenses de

ure un v- transports raison de ente pour Cette décl- l'hypocrisie direction. En assument un en raison de représenter Combi- ent isolées

de la traction, ation specta- du est la mo- machines ayant 7 mil- ours pas rem- modernisation n'autorisera tier des lignes ouvoir vendre el, etc.

ique actuelle la voie de la a jamais tant itéront. Elle quand ses événements -mèmes de la auront décidé imier express rs administra-

cheminots

ntendance, plants, etc.) les travail- tat. Il existe seulement mais aussi ns tous les ctures. Ces travaillent par la ga- us retrou- un mouve- vant abou- lutionnaire

ons affirmer cédié sous se mais in- e de dispa- es engage- air en pleine décrépitude te politique taires d'un es dont les ent contre us de faire agonie de-

ck BERLHE

SUEDE

Huit camarades suédois sont toujours emprisonnés en attendant leur procès. Sept d'entre eux ont été interpellés pour avoir eu des contacts à Stockholm avec Norbert Kroeschner, membre de la R.A.F. qui purge actuellement une peine de prison en Allemagne. Le huitième, Teg Bergstrom, attend son procès depuis 1975. Il est accusé d'avoir posé une bombe près de l'agence de tourisme espagnol à Stockholm pour protester contre les cinq condamnations à mort de Burgos. Les avocats ont du mal à organiser leur défense car on refuse de leur donner les motifs précis d'accusation.

R.D.A.

Vendredi soir 8 octobre, la fête nationale de la R.D.A. battait son plein. Pour une raison encore inconnue, la police charge des jeunes gens sur l'Alexander Platz de Berlin-Est. Ceux-ci résistent et ripostent par des lancements de bouteilles et de pavés. Les slogans fusent : « Liberté... Liberté... flics dehors, assassins... soviétiques = occupants... Bierman, Bierman ! (chanteur exilé en septembre dernier en R.F.A.). Les flics reviennent avec des chiens et dégagent la place. Cette manifestation est la première manifestation politique depuis 20 ans.

GRANDE-BRETAGNE

A la suite des violentes manifestations anti-fascistes dans toute la Grande-Bretagne, nos camarades de Freedom posent le problème suivant : les anarchistes doivent-ils ou non participer aux manifestations anti-racistes organisées par l'extrême gauche et ainsi donner plus d'importance au Front National (équivalent au notre) qu'il n'en a réellement ? Il semble que les réponses soient très partagées. Rappelons brièvement les faits. Le front National a commencé il y a plusieurs mois, une campagne anti-chômage en proposant purement et simplement l'expulsion des travailleurs immigrés. L'aboutissement de cette campagne raciste donna lieu à de violentes manifestations ce qui ne s'était pratiquement jamais vu en Grande-Bretagne.

Un nouveau journal

Nous avons reçu un nouveau mensuel anarchiste féministe anglais, Zero. Ce journal, fort intéressant, aussi bien culturel, politique, social et économique, est néanmoins axé sur la lutte pour la libération sexuelle des individus. Zero nous prouve bien le renouveau du mouvement libertaire anglais.

Manifestations

Les 10 et 11 septembre à Londres, des pancartes étaient disposées devant l'ambassade et l'office du tourisme bulgare, pour protester contre l'emprisonnement d'un groupe de communistes libertaires. La manifestation était organisée par le groupe londonien Révolution Sociale. Elle coïncidait

avec la fête nationale bulgare qui commémore la fin de l'occupation nazie. Il faut toutefois rappeler que les anarchistes et autres opposants n'ont cessé de remplir les prisons et d'être persécutés que ce soit sous le régime nazi ou stalinien. Les manifestants réclamaient la libération de tous les camarades internés ou emprisonnés dont Chrito Kolev, Ljuban Djermanov, Gantscho Damjanov, Athanas Kissjov, Alexandre Nakov, Georgi Zdravkov Casanbov et Vasil Petkov Uznov qui, lui, a passé plus de 26 années en prison.

R.F.A.

La liberté d'expression en R.F.A.

Si on en croit l'article 5 de la constitution, chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement son opinion par la parole, l'écrit et l'image. Mais, depuis trois ans, plusieurs lois sont entrées en vigueur qui réduisent à néant les garanties de l'article 5. Dès janvier 75, ce fut la restriction des droits des avocats : exclusion de tout défendeur « soupçonné » de complicité, assistance ou recel (exclusion prononcée contre 4 avocats au procès de la R.A.F. à Stammheim). Puis en janvier 76, le Bundestag adopte les lois contre les extrémistes. Le paragraphe 88-a institue des poursuites contre la diffusion d'écrits « contenant des encouragements à la violence » et, par voie de conséquence contre les auteurs, éditeurs et libraires jugés « coupables ». Le paragraphe 129 visait tous ceux qui apportent soutien et aide à des organisations criminelles. L'imposition du 88-a ouvre la porte à toutes les interprétations et à tous les arbitrages. C'est à l'éditeur et au libraire de faire de l'auto-censure. S'ils ne le font pas, ils deviennent coupables. Et s'ils tombent sous le coup du 88-a, les voici coupables de complicité avec des organisations criminelles et ils encourrent les foudres du paragraphe 129. Mais il y a pire. Le 9 août dernier, le non-lieu dans l'affaire des éditions Trikont était supprimé et une nouvelle instruction était ordonnée. On avait saisi en novembre 75, les exemplaires d'un ouvrage de Baumann qui, paraît-il, glorifiait la violence. Les attendus du jugement déclaraient que si ce livre avait été édité par une maison d'édition bourgeoise, il n'aurait pas été poursuivi. Mais Trikont étant une maison de gauche, donc suspecte, le livre devenait une incitation à la violence. Ainsi, le 88-a entraîne des inculpations qui ne sont point motivées par le fait lui-même, mais par le degré de suspicion attaché à la personne du libraire ou de l'éditeur !

Depuis un an, la chasse aux libraires de gauche, accompagnée de perquisitions, de saisies et d'arrestations, a sévi à Berlin, Bochum, Hambourg, Heidelberg, Cologne, Munich, Tubingen... Deux procès vont s'ouvrir à Cologne et à Bochum en application du 88-a. Ce n'est qu'un début car la justice se propose d'anéantir « l'association des libraires de gauche ».

Selon les statistiques du procureur général, il y a 147 éditeurs, 27 centres de distribution et 108 libraires qui diffusent 200 titres et tombent sous le coup de la loi. Autant de complices des associations criminelles ! Autant de corrupteurs de la jeunesse et de contempteurs de l'ordre établi ! L'article 5 de la constitution n'est plus qu'un souvenir historique !

Les éditions Nautilus à Hambourg

Nos camarades du groupe sub-réaliste qui édite la revue Révolte avaient fondé les éditions MAD, devenues maintenant les éditions Nautilus. Elles viennent de faire paraître la traduction allemande des « sept manifestes du mouvement dada » et une réédition de l'histoire du dadaïsme de Huelsenbeck. Et aussi une intéressante brochure, « la radioactivité et ses ennemis », dont le texte français va paraître et qu'on pourra se procurer à la librairie Publico

Affaire Schleyer (suite)

Roland Otto a été libéré le 7 octobre, à la suite du procès dont le Monde Libertaire a parlé à plusieurs reprises. Cependant l'activité policière bat son plein : perquisitions et raids de la police se multiplient sans résultats. Schleyer reste introuvable et le gouvernement n'a pas encore, à la date du 12 octobre, choisi entre la fermeté et la capitulation. C'est au petit bonheur ou à la suite de dénonciations qu'opèrent des détachements de policiers armés. Ainsi à Bielefeld où une dizaine de logements ont été à plusieurs reprises envahis et visités ou dans le petit village d'Olfen où une femme à été fouillée par une cinquantaine de policiers en civil ou en uniformes.

A défaut des ravisseurs de Schleyer, on s'en prend aux avocats de la R.A.F., qu'on soupçonne de complicité. Plusieurs sont arrêtés et la police française se saisit de Klaus Croissant dont l'extradition demandée par la R.F.A. serait un scandale.

Perquisition aussi (sans résultat) dans les bureaux de la revue hebdomadaire Informations-Dienst (Francfort) qui publie les nouvelles que la grande presse passe sous silence. Le succès de cette revue (55000 exemplaires) lui a valu d'être dénoncée comme l'auxiliaire des terroristes et des stalinien d'Allemagne de l'Est, par la voix du Volkszeitung (Leipzig), ont accusé la revue d'être au service de la bande à Baader, elle-même manipulée par l'extrême-droite !

L'association générale des étudiants de Göttingen a été, le 16 septembre, fermée par ordre du ministre de l'éducation de Basse-Saxe : activités suspendues, fonds bloqués. Et naturellement perquisitions. Cette association avait déjà été inquiétée par un tract lors du meurtre du procureur Buback. C'est encore un tract qu'on lui reproche (et qui n'émane pas d'elle) au sujet de l'affaire Schleyer. Celle-ci n'a pas fini d'avoir des suites dont tous les groupements d'extrême-gauche y compris les libertaires, sentiront les efforts. Pour conclure,

Par delà les Pyrénées... RIEN N'EST REGLE

En Espagne, ça bouge... Ça bouge mais pas comme nous le laisse entendre les grands moyens d'information. Malgré la répression, malgré le manque de subsides, la grande organisation C.N.T. se reconstitue, poussée par d'innombrables travailleurs qui la rejoignent dans la lutte. Ses meetings regorgent de monde, ses locaux bouent d'activités et ne répondent plus aux exigences militantes. Ça bouge terriblement et pourtant, en dehors de l'Espagne, cela se fait sous le silence toujours plus pesant des médias. Si l'histoire ne se répète pas, toutefois comme en 1936 et comme à chaque fois où le mouvement anarchiste tente de présenter une autre image que celle dans laquelle on tente de la complaire, nous nous heurtons au même mur du silence.

L'objectivité de toute cette presse est une vaste fumisterie(1), un écran de fumée qui cache la véritable sous-information dont nous sommes victimes. Car quoiqu'en dise la presse de tous bords, le système politique espagnol n'a pas changé de figure. Tout juste de maquillage. La classe dirigeante, sous l'impulsion de Juan Carlos, s'est assurée par d'habiles manœuvres une certaine crédibilité, légitimée par les dernières consultations électorales. En réalité, la classe dirigeante franquiste s'est fabriquée une image de marque démocratique à bon compte lui permettant ainsi de se maintenir au pouvoir et de conserver ses privilèges.

Bon an mal an, les partis de gauche se sont engouffrés dans le piège et s'y sont enlisés lamentablement au point de faire une sorte d'union nationale pour juguler les problèmes économiques extrêmement importants que traversent le pays. Les avantages politiques que ceux-ci peuvent en tirer sont bien minces par rapport à la compromission qui les engueule. En organisant leur reconversion, qui s'est traduite par une disparition de la mystique franquiste, la légalisation des partis d'opposition et le déplacement du débat social sur le terrain politique, les couches dirigeantes de la société espagnole ont fort bien organisé leur cette pseudo-reconversion et, ainsi, se sont assurée une certaine crédibilité aux yeux de l'opinion internationale.

Les problèmes sociaux et économiques qui bouleversent l'Espagne sont importants. L'essor industriel de ces vingt dernières années, s'il a permis le développement rapide de catégories intermédiaires et d'accroître le niveau de vie général de la population, a eu également de nombreux effets pervers. Nottamment au niveau agricole où des mutations profondes transformèrent les formes de production et obligèrent une conversion forcée des ouvriers agricoles, quand ce ne fut pas le chômage. Au niveau industriel où cohabitent des secteurs de pointe avec d'autres plus archaïques.

Mais ce qui reste le plus préoccupant c'est le taux d'inflation, indicateur privilégié des malaises que traverse cette économie qui a attrapé le même virus que ses grandes compagnes occidentales. C'est, en vrac, tous ces problèmes que doivent résoudre les héritiers du franquisme ainsi que les partis d'opposition partie prenante dans cette galère du capitalisme.

La C.N.T. fidèle à ses orientations traditionnelles n'entend pas gérer la crise mais, au contraire, tout faire pour que cette dernière favorise les conditions d'une véritable transformation sociale. En conséquence, elle n'entend pas participer au même niveau que tous ces politiciens de droite et de gauche au grand débat politique et social qui est posé de l'autre côté des Pyrénées.

Mais cette attitude, qui nous paraît fidèle aux profondes aspirations populaires ibériques, n'est pas, loin s'en faut, celle que cette grande presse entend promouvoir. Elle manque de « réalisme » politique sans doute. A moins, ce qui est plus probable, qu'elle gêne bien des consciences qui voudraient bien voir disparaître à jamais l'anarchisme.

Roland BOSDEVEIX

(1) Par ailleurs, félicitons la Ligue des Droits de l'Homme, l'Union Nationale des Journalistes, l'Union Fédérale des Consommateurs, etc. de percer ce voile à travers un numéro pirate du Figaro et de France-noire pour démystifier - en partie du moins - cette mafia de l'information.

donnons le point de vue du camarade Dutschke (militant bien connu des années 67-68) exprimé dans Die Zeit du 16-9 : « Le terrorisme individuel est un terrorisme qui conduit par la suite au pouvoir despotique individuel, mais non au socialisme. Cela n'a jamais été notre but et ne le sera jamais. Nous savons trop bien ce qu'est la domination du capitalisme et nous ne voulons pas le remplacer par la domination du terrorisme ». On ne saurait mieux dire.

LUXEMBOURG

Le club des jeunes d'Hesperange disposait depuis 2 ans d'un local qu'il administrait lui-même. La municipalité a décidé la mise à bas des bâtiments et le club réclame un nouveau local. Il a organisé une semaine de fêtes et de discussions sur le thème général : jeunesse 77. Du 8 au 16 octobre : films, théâtre, musique et séances de discussions.

Théâtre

Un ennemi du peuple
Théâtre Edouard VII

Si l'on veut voir une pièce d'actualité, il est recommandé d'aller voir *Un ennemi du peuple*, œuvre particulièrement de circonstance dans le climat électoraliste qu'on veut faire régner actuellement. Cette œuvre bien écrite fut créée, voici près d'un demi-siècle et elle n'a pas une ride. A quoi tient une telle réussite ? Sans doute à la totale sincérité d'Henrik Ibsen. *L'ennemi* et ensuite la création en 83 d'une œuvre courageuse, *Les revenants*, lui a valu les pires critiques de la part de la presse et de toute la classe bourgeoise. Une union sacrée se fit pour le maudire et l'insulter. La pièce que nous présente parfaitement Victor Haïm est une tranche de vie du bagarreur Ibsen, cet anarchiste, toujours indésirable pour ses concitoyens. Après Lugné-Poë, après Pitoëff, voici une reprise qui marquera le talent indéfectible de l'équipe du Centre Dramatique de Tours.

Cet ennemi du peuple, c'est un médecin chaleureux et idéaliste qui découvre par un rapport d'analyse venu de Christiania que l'eau des curistes est polluée. Pour la petite cité thermale, c'est un énorme préjudice. Le Dr Stocmann envisage la fermeture de l'établissement et l'assainissement des installations. Pour les commerçants et pour le maire, on préfère le silence. La presse locale restera muette et le pauvre Thomas devra quitter son domicile ainsi que femme et enfants pour commencer la lutte contre l'hypocrisie.

L'interprétation de Jacques Desailly est juste et sans outrance, c'est vraiment Thomas Stocmann. Simone Valère et Dominique Arden complètent talentueusement le trio familial. Le père de Catherine, le blaireau, doit à Régis Ortin d'être exact, de même Jean Violette présente sans excès le beau rôle du capitaine Horster. C'est Gabriel Cattand qui représente le personnage, ingrat, du maire de la ville. Sa passion se communique à tous. J'ai particulièrement goûté ses dialogues avec Desailly Ici, nous sommes devant du théâtre de la grande époque. Messieurs Michel Beaune et Jean Julliard sont les parfaits journalistes mouvants qu'a voulu Ibsen. Et un autre homme de presse, encore plus méprisable, est minutieusement composé par Philippe Brigaud, son Tartuffe de l'édition est plus que vrai. L'équipe du Centre Dramatique de Tours ne doit pas en rester là nous attendons la suite.

La Magouille
Théâtre de l'Oeuvre

Il est bon d'avoir dans une pièce agitée, un pilier qui serve de support aux situations compliquées. Ici l'auteur l'a trouvé en la personne de Jacques Fabbri. Si cette magouille dure un an, Fabbri perdra 10 kilos. L'artiste se dépense à fond et, malgré sa trépidante interprétation, il sait se maîtriser pour être un parfait «disant» des aphorismes pacés par l'auteur et d'une brûlante actualité.

L'intrigue se déroule dans une époque perturbée. Un roi a perdu la tête, sous un couperet, des gérants passagers ont géré la boutique puis un aventurier s'est emparé de l'affaire. Le rideau se lève, nous sommes dans la demeure d'un gendarme, en une région frontalière. Le beau-frère du gendarme vient de donner du plaisir à sa belle-sœur. Le gendarme revient pour annoncer qu'une enquête est ouverte envers son frère, passeur d'émigrés vers l'étranger. Le gendarme essaiera de concilier son devoir avec son sens familial. Cela va provoquer d'énormes complications. Il y aura la présence du procureur du roi, d'un colonel d'empire et pour tout arranger, l'annonce du retour au pouvoir de l'aventurier. Lorsqu'une pièce atteint cette magouille, il faut beaucoup de courage aux interprètes pour en sortir. Ici, ils en sortent et, avec brio, parviennent à démentir la situation. C'est sous des cascades de rires, la confession du procureur du roi au colonel d'empire ; les deux larbins du pouvoir sont interchangeable. Nous en avons la preuve : le rideau tombe sur le départ du serviteur de Louis XVIII, pas-

sant la frontière comme émigré. Cette pochade, d'une période de notre histoire, démontre la fragilité des opinions et l'inconstance des citoyens.

Le texte est parsemé de jugements parfaits, malheureusement la cadence de la pièce et les rires de la salle empêchent de déguster pleinement les pertinentes répliques de cette parfaite équipe. Autour de la « locomotive », comme on dit maintenant, il y a Jacques Castelot, un homme distingué, décidé d'un autre âge. Sa belle composition évoque tout un monde, à lui seul il personnifie l'ancien régime. Puis Jean Bretonnière et ses compagnons Olivier Lebeaut, Jean-Simon Prévost complètent cette troupe d'agités, virtuoses de l'endurance. L'unique femme de la distribution de cette action rurale, c'est madame Rosy Varte. Elle possède les dons nécessaires pour réaliser cette performance que peu d'artistes tenteraient de réussir.

Francis AGRY

Au Palace, ZOUC, jusqu'au 29 octobre. Relâche le dimanche.

Musique

Quinzième round

Lundi 10 octobre, soirée exceptionnelle, un homme sur une scène se battait. Son combat ?... contre l'ennui, les préjugés, l'autorité.

«La petite gauche vivait frileuse comme une alouette, vos bons, vos fêtes, vos congrès, vos chanteurs, vos peintres, vos poètes, votre raison, votre droiture, vos illusions, vos habitudes, vos démissions, votre culture, vos soumissions, vos certitudes. Cette lucidité bidon qui remplaçait si bien

Tout l'Olympia qui d'ordinaire pue l'ennui, transpirait ce soir là «la haine au profond, une haine fondamentale de la hiérarchie et des cons, du quotidien et du fatal».

Et pour Lavilliers qui connaît la mort en béton dans les villes macabres, la mort-fuite avec la came, la violence dans les banlieues ouvrières et ses loubards, la haine des imbéciles, du système des dealers et des flics ne s'exprime pas dans un lyrisme bavasse ; la



les tripes, était sinistre et sans passion et militante et castratrice...»

Ses armes ?... la musique, des rythmes de rock et de samba, et une poésie, des images froides et sans voile, qu'on encaisse ou pas, comme ça, en pleine gueule.

Cet homme ! un chanteur... Bernard Lavilliers. C'était à l'Olympia ; 25F prix unique ; il s'est battu là aussi pour l'arracher, mais quelle victoire !

haine, ça peut être une passion, c'est violent ! Cette haine peut aussi se contenir, on la sent pourtant chaque jour à fleur de peau, et un soir comme ça après le boulot et ses chefs, le métro et ses flics, Malville et ses blessures, Kalkar et sa non-violence, elle explose en une fête aux effets diaboliques... avec Bernard Lavilliers.

Son dernier disque chez Barclay.

Gérard A.

Cinema

Une Etoile est née (Star is born)
américain, couleur, de Pierson.

Notre époque que l'ami Léo Ferré avait qualifiée d'épique, est bien celle du show-bizz avec tout ce que ce mot peut comporter de magouilles, de fric, de modes, d'exploitation de la solitude de chaque individu. Les spécialistes américains du show-bizz savent très bien la formule ! Refaire les succès d'hier et d'avant-hier pour s'assurer du fric. On efface tout et on recommence. Il y avait deux versions d'Une Etoile est née tournées à Hollywood, en voilà une troisième. Celle-ci se passe dans le milieu de la chanson où l'on fait aussi vite une étoile qu'un météorite. Parce qu'elle a dit merde à une super-star de la pop-music, la petite chanteuse de cabaret devient la seule personne qui intéresse ce gâté du succès dont le caractère est aussi désagréable que son physique est agréable. Une passion est née de cette rencontre, il comprend que la jeune fille a une vie à elle, qu'elle ne se laisse pas avaler par le succès. Il décide de la promouvoir malgré elle dans les hit-parades et abandonne sa «carrière» pour lui en faire une plus grande. C'est ainsi qu'une Etoile est née, la jeune chanteuse devient une grande vedette... Elle perdra aussi l'homme qu'elle aime...

Ce film est un bon document sur la vie des gens du show-bizz américain, il peut être efficace pour dénoncer la magouille qui règne dans ce monde infect où l'argent est le seul moteur, où l'angoisse retourne très vite après le succès. Barbara Streisand est la jeune chanteuse, sa voix et sa présence sur l'écran apportent beaucoup au film. On dit d'elle qu'elle rivalise avec les plus grandes chanteuses américaines telles que Billie Holiday ou Ella Fitzgerald. Elle ne se contente pas de chanter, elle a même fait les chansons ainsi que la production de ce film.

Padre Padrone

italien, couleur, des frères Taviani

Ce film a eu la palme d'or du dernier Festival de Cannes qui pour une fois a récompensé un film à petit budget par la télévision italienne, ce qui fit un petit scandale dans les milieux du cinéma, car rares ont été les films à petits moyens inscrits au palmarès de cette sacro-sainte institution qu'est le Festival de Cannes. On connaît les frères Taviani par les précédents films tels que Allonsanfan ou St-Michel avait un coq qui étaient des œuvres d'une grande richesse et surtout des œuvres où l'esprit d'anarchie n'était pas exclu. Padre Padrone est un film qui raconte comment un jeune berger sarde analphabète, surexploité par son père, s'est mis à étudier et à passer son doctorat pour enseigner à l'université italienne. Ce récit est un témoignage véridique qu'un jeune universitaire avait écrit dans un livre. A travers ce film, Paolo et Vittorio Taviani dénoncent la répression familiale dans l'Italie catholique, nostalgique du fascisme, qui avait fait de sa devise «travail et famille» le pilier de sa politique. La tenacité de cet enfant que le père venait très fréquemment chercher à l'école pour lui imposer la garde des moutons, est un élément qui donne à penser que la révolution est au bout de la volonté. Les enfants exploités dans les mines n'appartiennent hélas pas au seul passé. C'est encore une réalité dans plusieurs pays. La famille, expression moderne de la répression individuelle, est une aberration dont seuls les anarchistes connaissent les méfaits. Il faut aller voir ce film car c'est une horlogerie minutieuse analysant la psychologie des personnages et qui nous laisse seuls juges de la situation.

Les enfants du placard

français, couleur, de Benoît Jacquot

Rares sont les films made in France qui trouvent un intérêt à nos yeux. Les comédies à la De Funès ou à l'eau de rose qui font pleurer Margot ne sont pas pour nous. Benoît Jacquot est un jeune intellectuel qui s'est mis à faire du cinéma comme d'autres se mettent à faire des poèmes. Ses sujets sont toujours imprégnés de poésie. La dent est dure contre la société et ses ramifications telles que l'éducation par exemple. Ce drame psychologique est à la frontière de l'inconscience de deux enfants, frère et sœur qui se sont aimés dans un placard, l'amour pur de deux êtres à qui on a dit qu'il ne faut pas aimer autrement que cela est permis. La solitude de l'adulte est inscrite dans l'enfance, le père magouilleur en Afrique est le symbole du pouvoir face à l'amour de l'enfant pour sa sœur. Elle-même lachera son frère dans un sursaut de récupération sociale. Le frère retournera dans sa solitude et sa vie médiocre sera sa vie de tous les jours.

Ce film nous a surpris, ses qualités dépassent de loin ses petits défauts. Il se dessine depuis quelques temps une nouvelle génération de cinéastes qui font un nouveau cinéma français

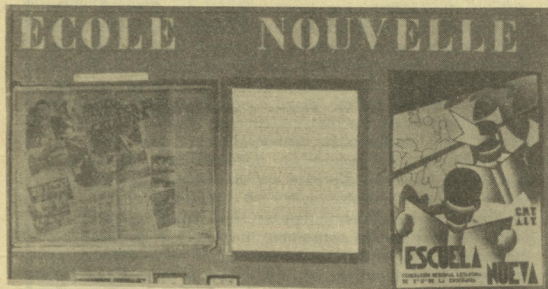
Michel FARGEON

Contre culture

Les écoles parallèles... ... un parallèle fâcheux !

Depuis quelques années déjà, la liberté de l'enfant est à l'ordre du jour chez tous ceux qui veulent conjuguer la révolution au présent. Les petites annonces de Libération sont révélatrices de ce phénomène. Regroupement des parents, écoles parallèles, alternatives... fleurissent ici et là dans l'enthousiasme et les difficultés de tous ordres. Chaque année qui passe apporte son lot d'échecs, de dissolutions mais aussi de créations en nombre croissant. Quelle que soit l'opinion que l'on puisse porter sur ces expériences, force est bien de constater qu'elles existent, qu'elles intéressent, qu'elles représentent une alternative à l'école.

L'école laïque, gratuite et obligatoire : l'école de l'Etat a sans aucun doute représenté un « progrès social » à une époque où sévissait l'analphabétisme. Aujourd'hui, presque tout le monde sait lire et écrire, et l'école s'est vue adjoindre une autre fonction.



C'est un lieu commun de nos jours de dire que l'école est triste, ennuyeuse... qu'elle suinte la mort par tous ses pores. Entre ses murs gris, sous la pression névrotique d'intellectuels rabougris, passés « maîtres » dans l'art de transmettre un savoir figé et glacé, les dernières petites fleurs de vie, de spontanéité créatrice des enfants s'éteignent peu à peu. Oui, l'école, « l'éducation nationale » (1) est devenue un abattoir, une espèce d'usine à décevoir qui, chaque année, vomit sur le marché du travail sa production d'adolescents brisés, mutilés, préparés et rodés à l'humiliation de la vie, à l'exploitation.

Comment dès lors que l'on a conscience de cette réalité là, n'aurait-on pas envie de lui soustraire ses propres enfants ?

Ce ne sont pas les anarchistes qui vont s'inscrire en faux contre cette volonté de vivre au présent la liberté de l'enfant. Toute l'histoire de notre mouvement va en ce sens. En 1876, Paul Robin impulsait déjà à Compiègne une expérience éducative plus remarquable de ce point de vue. Pensez, il était même question d'éducation sexuelle ! De 1904 à 1919 à la ruhe,

Sébastien FAURE alla encore plus avant...

Oui les anarchistes n'ont jamais attendu les lendemains qui chantent de ceux qui parlent toujours de la révolution au futur, pour mettre en pratique leur volonté de changer la vie.

C'est pourquoi bien que notre sympathie pour les écoles parallèles soit acquise, nous souhaitons que se lèvent les ambiguïtés qui leur collent à la peau. L'illusion du changement débouche toujours sur le changement d'illusions, aussi convient-il d'être clair pour briser ce cercle infernal.

Les écoles parallèles, en se battant prioritairement contre un aspect particulier de l'oppression, en arrivent souvent à théoriser en système leur lutte parcelaire : c'est l'illusion pédagogique.

Comme toute illusion elle repose sur un certain nombre d'incompréhensions, dans le cas présent celles de l'institution école et de la notion d'éducation.

Si l'école capitaliste secrète l'ennui et la misère, ce n'est pas seulement parce qu'elle est une « école de classe » enregistrant des différences pour les reproduire sous forme d'inégalités. C'est également la logique interne de l'école en tant qu'institution qui l'amène à ce résultat. Par définition l'école est un lieu spécialisé chargé de gérer dans le temps et l'espace une tranche de la vie de l'enfant ; par nature cela est inhumain. En effet, la vie est une totalité qu'il est toujours mutilant de diviser en tranches. S'il est logique que la transmission de savoir s'effectue quelque part, il n'est pas nécessaire que ce lieu soit réservé aux seuls enfants ni qu'il soit coupé de la vie sociale en ne servant qu'à cela.

Les anarchistes sont pour l'éducation permanente (pendant toute la vie de l'homme). Enfants, adultes, vieillards doivent y avoir accès. Dans cet esprit nous ne concevons les lieux réservés à l'éducation que comme étant intégrés à la vie sociale, à la vie de la cité, ouverts à la production économique, culturelle ou autre.

En ce sens on peut dire avec illicite qu'il faut détruire l'école. Capitaliste, marxiste ou parallèle, l'école en effet parti-

cipe toujours de cette volonté de faire éclater le vie pour mieux la gérer.

C'est pourquoi le terme même d'école parallèle est ambigu : il suppose qu'il puisse exister un type d'école qui ne relève pas de cette problématique.

Pour ma part je ne crois plus aux sirènes démagogiques de la dialectique : capitaliste ou marxiste, l'armée reste l'armée, l'état un état et un flic il en est de même pour l'école.

Cette ambiguïté dramatique des écoles parallèles plonge également ses racines dans l'incompréhension de la notion d'éducation.

Cette dernière en effet n'est pas le seul privilège de l'école. L'enfant dans son évolution physique et psychique est

soumis à la pression de l'ensemble de son environnement. Ses parents, l'école et la société le conditionnent de manière simultanée. Alors, vouloir changer l'école sans changer le reste revient à vouloir restaurer le premier étage d'une maison où la cave est pourrie et la toiture en ruines. C'est vraiment l'illusion pédagogique !

Que d'ores et déjà on mette en place des contre-institutions permettant à l'enfant d'échapper à l'école, soit ; mais soyons clairs. La liberté est chose impossible dans ce système, même et surtout si l'on s'en tient au seul plan de l'éducation. Pour le présent, l'émancipation de l'homme ne peut se concevoir que dans une dynamique globale de lutte contre la réalité actuelle de l'oppression. La lutte pour la

liberté de l'enfant doit s'intégrer en tant qu'aspect particulier à la lutte globale visant à abattre l'aliénation générale que nous subissons au plan politique, économique, social, quotidien... La liberté de l'enfant est un aspect de la lutte des classes.

En ce sens les écoles parallèles doivent sortir du ghetto pédagogique pour entrer de plein pied dans le champ social. Ce n'est pas en copiant à contrario les institutions actuelles que l'on avancera dans la voie de l'émancipation humaine.

Oui il faut détruire l'école, même et surtout si elle est parallèle, car le parallélisme signifie trop souvent la similitude.

Jean Marc RAYNAUD

(1) voir le livre de Jules Celma: L'Éducateur (éd. Maspéro)

L'ÉCHEC SCOLAIRE : UN PRODUIT IDEOLOGIQUE

La propagande gouvernementale ne cesse de présenter l'école comme le lieu d'égalisation des chances offertes à chacun par la société. Outre que, comme on l'a déjà écrit ici, cette conception repose sur une idéologie de la compétitivité dressant les individus les uns contre les autres et aboutissant forcément à une sélection, l'égalisation des chances mise en avant est totalement illusoire.

Et elle ne peut être qu'illusoire dans la mesure où elle prétend apporter des remèdes pédagogiques à des handicaps qui sont de nature socio-économique et idéologique.

J'en prendrai comme exemple les problèmes posés par « l'adaptation scolaire » des élèves fréquentant le groupe scolaire où je travaille. Celui-ci est situé dans une commune de la banlieue nord de Paris, très industrialisée, dans un décor classique d'usines et de H.L.M. La majorité des élèves est d'origine étrangère et les catégories socio-professionnelles des parents extrêmement basses : dans la plupart des cas, seul le père a une activité salariée, le plus souvent comme manoeuvre ou O.S. Le nombre d'enfants par famille est très élevé.

Dans cette école, 65% des élèves de C.M.2 ont redoublé au moins une classe. Et encore, ce pourcentage ne tient pas compte de l'existence de « classes de perfectionnement », censées recevoir des enfants « débilés légers » et servant de voie de garage en même temps que d'un rideau tiré sur les échecs scolaires de caractère massif (non accession à la lecture par exemple). Il faudrait tout un article pour montrer le caractère falsificateur de la notion de « débilés ». Comment expliquer cette proportion, très au dessus de la moyenne nationale, de redoublements ?

L'ORIGINE PEDAGOGIQUE DE L'ÉCHEC

C'est un argument que l'école traditionnelle et, à travers elle, la société en place, emploie volontiers parce qu'il permet de passer sous silence les causes profondes, socio-économiques

et idéologiques, de l'échec scolaire. De plus, cette vision des choses, qui lie l'échec uniquement à une question de méthode employée, permet de rejeter la responsabilité sur les enseignants. Mais c'est un argument qui ne résiste pas longtemps à la plus minime analyse. Chacun peut constater en effet qu'un enfant qui a le désir d'apprendre fait des acquisitions rapides même soumis aux méthodes pédagogiques les plus sclérosées et les plus rébarbatives. Ceci nous indique déjà que la solution au problème posé se trouve dans l'enfant lui-même, dans son rapport au monde extérieur. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas des méthodes pédagogiques plus valables que d'autres.

ORIGINE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'ÉCHEC

L'impact des conditions socio-économiques est certes décisif sur la fréquence de l'échec scolaire et les chiffres cités plus haut en sont bien la preuve. Plus le milieu socio-économique est défavorisé, plus la proportion d'échecs scolaires augmente. Mais il serait simpliste de considérer cet impact comme une relation de cause à effet purement directe. Et c'est l'analyse des voies qu'emprunte cet impact qui devrait permettre d'apporter une aide à ces enfants avant même que puissent être modifiées leurs conditions de vie.

Les conditions socio-économiques nous paraissent favoriser l'échec scolaire selon deux voies : -La voie matérielle immédiate qui place l'enfant dans des conditions objectives défavorables à l'apprentissage scolaire : surpeuplement du logement, obligation d'effectuer des tâches nombreuses à la maison, pauvreté de l'apport culturel du foyer, mauvaise alimentation, etc. -La voie idéologique dont le mécanisme procède de l'intériorisation par l'enfant de l'ambivalence économico-socio-culturelle. Qu'entend-on par là ? Que l'enfant se trouve placé en plus des conditions matérielles

défavorables, en devoir d'intérioriser des interdits portants sur l'accession au savoir, ces interdits étant liés au statut socio-économique et culturel de l'environnement. Un exemple typique est celui de ces fillettes d'origine nord-africaine invitées à accéder au savoir sur un plan d'égalité des sexes mais soumises d'autre part à l'influence culturelle islamique qui trace le destin féminin dans des tâches familiales en marge de la connaissance. Un autre exemple est donné par ces enfants qui refusent et craignent manifestement d'en savoir plus que leurs parents et d'accéder à une position sociale supérieure. Si, dans les couches moyennes, les parents projettent souvent leur désir d'ascension sociale sur les enfants, « poussant » ceux-ci dans des études qui ne correspondent pas toujours à leurs aspirations réelles, il semble qu'il n'en aille pas de même dans les milieux les plus défavorisés où il règne à cet égard un certain fatalisme et où l'enfant est amené à s'identifier à une certaine image socialement dévalorisée des parents avec énormément de difficultés à dépasser cette identification. Un troisième exemple pourrait être fourni par les problèmes du bi-linguisme : le fait matériel qui est que la langue d'origine soit le plus souvent parlée à la maison, peut constituer un handicap objectif pour l'apprentissage de la langue du pays d'accueil mais, là encore, l'identification aux images parentales et l'impossibilité psychologique de se fixer un idéal du moi plus « élevé » paraissent capitales. Ce qui caractériserait ces situations sociales serait l'intériorisation des interdits et l'impossibilité corrélative de la transgression d'un tabou. Fondamentalement, c'est le problème de sa propre identité qui se pose là pour l'enfant émigré (appartenance à une culture, images identificateurs contradictoires). C'est en ce sens que l'échec scolaire peut être abordé comme le symptôme d'un conflit débordant largement les acquisitions scolaires et lié à la position du sujet face aux idéologies dominantes.

Yves OBOEU